



CAPD du mardi 11 octobre 2016 Déclaration du SNUipp-FSU



Le SNUipp-FSU, dans son projet de participer à la transformation de l'école pour la rendre plus juste et plus démocratique a toujours dénoncé les inégalités d'accès au savoir et à la réussite scolaire. Mais lorsque la question des inégalités scolaires s'invite dans les médias et dans la campagne électorale, il y a de quoi s'inquiéter. S'agit-il de casser l'école et les enseignants pour dire :

- ➔ que l'investissement dans le domaine éducatif ne sert à rien ?
- ➔ que toutes les politiques publiques concernant l'éducation prioritaire ont été infructueuses et qu'il faut les démonter ?

Si le rapport du CNESCO montre du doigt les failles de notre système éducatif, l'analyse que l'on en fait doit être l'occasion de promouvoir l'investissement dans la formation des enseignants, la création de postes pour prendre en charge des élèves en petit groupe, pour développer les RASED.

Oui, il faut permettre la scolarisation de tous les élèves de moins de 3 ans dans les zones défavorisées, y alléger significativement les effectifs des classes, augmenter le plus de maîtres, développer les RASED, permettre aux enseignants de mieux se former et de mieux travailler ensemble et mettre en œuvre une vraie politique de mixité sociale.

Les mesures prises dès les années 80 pour l'éducation prioritaire ont sans doute été trop « timides » pour véritablement porter leurs fruits : les effectifs ont été à peine allégés de un ou deux élèves par classe. La prise en charge des élèves en difficultés par des RASED qui ont été malmenés, déstructurés, notamment sous le précédent quinquennat, n'a pu être efficace. Plutôt que de dévaloriser le travail des enseignants, pointons, comme le fait par ailleurs le rapport CNESCO l'insuffisance des politiques de prévention et l'empilement de réformes qui déstabilisent l'école.

C'est notamment le cas dans les réseaux d'éducation prioritaires, qui ont particulièrement besoin de constance et de sérénité pour travailler.

La crise économique et les difficultés sociales concentrées dans les mêmes quartiers pèsent lourdement sur le vécu scolaire des enfants et le rapport des familles à l'école. Dans ce contexte de précarisation des populations les plus fragiles, une attention particulière quant à l'état de santé des enfants qui fréquentent nos écoles devrait être assurée.

Or depuis plusieurs années, les services de santé scolaire se détériorent : les bilans de santé des Grandes Sections ne sont plus systématiques et on demande même aux enseignants de remplir eux-mêmes des fiches d'observation, alors que ce n'est pas leur domaine de compétence, qui permettent ensuite au médecin de déterminer s'il propose une visite ou non.

Comment lutter contre les inégalités scolaires si on ne réalise pas les dépistages essentiels avec des personnels de santé pour que les enfants puissent profiter au mieux des apprentissages ?

Les enseignants s'engagent au quotidien pour la réussite de leurs élèves. Mais comment faire évoluer sa pratique pédagogique quand la formation ne suit pas et que le ministère économise même la diffusion papier des nouveaux programmes ?

Voilà que les enseignants sont condamnés à errer, des heures durant, devant un écran, au milieu d'une multitude de documents sur internet: si Eduscol est riche de scénarii pédagogiques, de propositions d'activités dans tous les domaines, cela ne suffit pas à aider les enseignants à bien faire leur métier.

Il est grand temps d'investir dans la formation : il faut rapprocher la recherche et le terrain pour produire de l'innovation pédagogique afin d'adapter notre école à l'hétérogénéité des publics qu'elle accueille. Il faut dégager du temps pour la réflexion, l'échange entre pairs. C'est en cela que le dispositif REP+ a apporté un réel progrès, reconnu par la majorité des enseignants : 9 journées par an de temps donné aux équipes pour travailler ensemble, pour se former, cela redonne de la confiance et permet de mobiliser les énergies avec l'envie d'expérimenter de nouvelles pratiques. Cet aménagement précieux, ainsi que le « Plus de maîtres que de classes », qui permet co-intervention et travail en petits groupes constitue une réelle avancée et doit être développé.

Si nous reconnaissons l'effort de notre département pour permettre des départs en formation spécialisée, néanmoins, ils ne sont pas suffisants pour assurer le maillage du territoire et apporter l'aide nécessaire à tous les élèves qui en ont besoin.

Quoi qu'il en soit et pour le SNUipp-FSU, on ne doit pas dévaloriser et décourager les équipes enseignantes qui s'engagent au quotidien dans les conditions difficiles de l'éducation prioritaire. Ils n'ont pas à porter le chapeau d'une politique de la ville et du logement erratique, qui n'a rien fait pour éviter la constitution de zones de ségrégation.

Nous rappelons nos plus vives réserves sur le livret scolaire numérique concernant son intérêt pédagogique et son efficacité dans la communication auprès des familles notamment celles les plus éloignées de l'école. Nous n'avons aucune garantie sur la confidentialité des données.

En conséquence, le SNUipp-FSU a adressé à la Ministre un courrier pour demander un moratoire afin de permettre la publication du bilan de la phase test opérée par le ministère au printemps dernier. Alerté par la profession sollicitée de toute part, sans garantie du Ministère, le SNUipp-FSU 63, considère que la mise en place de ce LSUN, ne peut se mettre pas en œuvre.

L'accumulation de charges nouvelles occasionnées par l'actualité du moment (mesures de sécurité, nouveaux programmes, livrets de progrès en maternelle, livret scolaire numérique, conseil école-collège, parcours divers et variés...) constituent autant d'obstacles à l'exécution du travail quotidien de tous les enseignants. Cet état de fait ne peut qu'accréditer la campagne du SNUipp pour l'arrêt des APC afin de dégager du temps pour un véritable travail en équipe et non pour assurer à marche forcée les injonctions ministérielles. Enfin, à propos de ces différents points, nous exprimons Monsieur l'Inspecteur d'académie, nos plus vives inquiétudes sur les conséquences pour la santé des personnels.

Enfin, concernant les départs en formation continue, le SNUipp 63 déplore une nouvelle fois l'indigence du plan qui se traduit par une grande faiblesse des propositions qui ont été faites aux collègues :

- 50 places sur la « Maternelle » avec 2 stages longs et un stage court,
- 22 places sur le « Cycle 3 » avec 2 stages courts,
- 56 places « Tout cycle » avec 7 stages hors formation diplômante.

Rapportée aux 3 000 enseignants du Puy-de-Dôme, cette offre n'en concernait que 4%. Cela explique le faible taux d'inscription à ce plan puisque pour 600 candidatures environ, seuls 21% ont obtenu satisfaction.

On relève également la faiblesse des effectifs des stages courts (de l'ordre de 10 places) alors que dans d'autres temps la norme était de 15 à 20 places, voire plus.

Enfin, l'absence de stages longs et forts sur la mise en œuvre des nouveaux programmes en cycles 2 et 3 est flagrante et constitue bel et bien un déni de formation.

Que sont devenus les engagements affichés par la Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22 janvier 2016, date à laquelle elle annonçait la mise en place d'un comité national d'orientation de la formation dans le premier degré ainsi qu'un «plan exceptionnel de formation continue d'un niveau comparable à ce qui s'est fait pour le collège» pour la rentrée 2016 ?

Qu'est devenue une partie des créations de postes qui aurait dû servir à abonder les brigades de remplacement pour dégager dès cette année scolaire l'équivalent d'une demi-journée de formation supplémentaire par enseignant ?

Pour le SNUipp 63, en matière de formation continue, il est nécessaire :

- **d'augmenter le nombre de départs en formation, sous la forme de stages longs, pendant le temps scolaire, en présentiel.**
- **de définir un plan pluri-annuel de formation sur les nouveaux programmes qui devrait concerner tous les enseignants.**

La vraie refondation de l'école, ce doit être notamment celle d'une formation continue renouvelée et revivifiée dans ses formes et ses contenus. C'est la ligne adoptée par tous les pays qui ont réformé avec succès leur système éducatif. C'est cette voie que notre pays doit absolument emprunter au plus vite. Il y a urgence pour notre école primaire et la réussite des élèves.

Les élues à la CAPD
Régine DUMAS et Lisa DUCROS

SNUipp-FSU 63 – Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC – Section du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND

Tél 04.73.31.43.72 ✉ snu63@snuipp.fr